

BfA - 2008 - R - 79119

**DECRET N°2008-238/PRES/PM/MJE/MEF du 06 mai 2008 portant adoption
des statuts particuliers du Fonds d'appui au secteur informel (FASI). JO N°21
DU 22 MAI 2008**

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES

VU la Constitution ;

VU le décret n°2007 - 349 /PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2007 - 381 /PRES/PM du 10 juin 2007 portant composition du Gouvernement ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU la loi n°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement ;

VU le décret n° 98-053/PRES/METSS du 24 février 1998 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds d'appui au secteur informel (FASI) ;

VU le décret n°2005-557/PRES/PM/MFB portant statut général des Fonds nationaux de financement ;

VU le décret n° 2008- 237/PRES/PM/MEF/MJE du 8 mai 2008 portant érection du Fonds d'appui au secteur informel (FASI) en Fonds national de financement ;

Sur rapport du Ministre de la jeunesse et de l'emploi ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 7 novembre 2007 ;

D E C R E T E

-

Article 1 : Sont approuvés les statuts particuliers du Fonds d'appui au secteur informel (FA SI) dont le texte est joint au présent décret.

Article 2 : Le Ministre de la jeunesse et de l'emploi et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 06 mai 2008

-

-

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Tertius ZONGO

Le Ministre de l'économie et des finances

Jean-Baptiste Marie .Pascal COMPAORE

Le Ministre de la jeunesse et de l'emploi

Justin KOUTABA

-
**STATUTS PARTICULIERS DU FONDS D'APPUI
A LA PROMOTION DE L'EMPLOI (FAPE)**
-

-
CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Les missions, l'organisation et le fonctionnement du Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE) créé par décret n° 98-533/PRES/PM/METSS du 31 Décembre 1998 sont régis par les présents statuts et les dispositions légales et réglementaires en vigueur en la matière au Burkina Faso notamment la loi n° 004-2005/AN du 24 Mars 2005 portant définition et réglementation des Fonds nationaux de financement et le Décret n° 2005-557/PRES/PM/MFB du 27 Octobre 2005 portant statut général des Fonds nationaux de financement.

Article 2 : Le FAPE est un Fonds national de financement doté de la personnalité morale et juridique et jouissant des prérogatives de droit public. **Il est doté d'un patrimoine et de moyens de gestion propres.** Il concourt à la promotion de l'emploi au Burkina Faso par l'octroi de prêts et de garanties aux promoteurs de projets.

Article 3 : Le FAPE est placé sous la tutelle technique du Ministre chargé de l'Emploi et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.

CHAPITRE II : ATTRIBUTIONS

Article 4 : Le Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE) est chargé :

- de promouvoir la création d'emplois et de consolider ceux existants par l'appui aux projets ;
- d'accorder les concours nécessaires à la mise en œuvre des projets sélectionnés ;
- d'assurer le recouvrement des fonds alloués aux promoteurs ;
- de rechercher les financements et d'en assurer la gestion.

Article 5 : Le Fonds peut en outre :

- appuyer les dossiers de prêts des promoteurs auprès des institutions financières de la place à

travers un fonds de garantie ;

- entreprendre dans la mesure du possible toute initiative susceptible de promouvoir les activités des promoteurs qui auront reçu son appui ;
- examiner et mettre en œuvre, toutes mesures d'accompagnement jugées utiles aux concours qu'il apporte aux promoteurs.
- Apporter son appui sous forme de subventions aux initiatives publiques ou privées entrant dans le cadre de la promotion de l'emploi.

CHAPITRE III : RESSOURCES

Article 6 : Les ressources du Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE) sont constituées par :

- le transfert de toutes les disponibilités et créances de l'ex-Fonds National pour la Promotion de l'Emploi (FONAPE) ;
- les subventions budgétaires ;
- les produits générés par son activité ;
- toutes contributions financières nationales ou extérieures mobilisées à cet effet ;
- les dons et legs.

Article 7 : Les disponibilités du Fonds sont déposées au Trésor Public ; toutefois elles peuvent être déposées dans des comptes ouverts dans les banques de la place sur autorisation expresse du Ministre chargé des Finances.

Article 8 : La comptabilité du Fonds est tenue suivant les règles de la comptabilité privée.

Article 9 : Les conditions et les modalités d'intervention des institutions partenaires du Fonds sont précisées par un protocole d'accord signé entre le Fonds et ces institutions sur accord du Conseil de Gestion.

CHAPITRE IV : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 10 : Le Fonds est administré et géré par les organes suivants :

- le Conseil de Gestion ;
- la Direction.

Section 1 : Du Conseil de Gestion

-

Article 11 : L'administration du Fonds est assurée par un Conseil de Gestion composé ainsi qu'il suit :

- un (01) représentant du Ministère chargé de l'Emploi ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Finances;
- un (01) représentant du Ministère chargé du Commerce ;
- un (01) représentant du Ministère chargé de l'Agriculture ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Ressources Animales ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Infrastructures ;
- un (01) représentant du Secrétariat Permanent des Engagements Nationaux ;
- un (01) représentant du personnel du FAPE.

Article 12 : Les membres du Conseil de Gestion sont nommés par un Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge de l'Emploi pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une fois.

En cas de cessation de fonction d'un membre pour quelque motif que ce soit, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions et pour la durée du mandat restant à courir.

Article 13 : Le Président du Conseil de Gestion est nommé par un Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Finances **pour un mandat de trois ans renouvelables une fois**. La présidence du conseil est assurée par le représentant du Ministère chargé des finances. Il est nommé en conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé des finances.

En cas d'empêchement, la présidence de la session du Conseil de gestion est assurée par le représentant de la tutelle technique.

Article 14 : Les membres du Conseil de Gestion ne peuvent déléguer leur mandat. Cependant, ils peuvent au moyen d'une délégation de pouvoir se faire représenter à une session du Conseil par un autre membre régulièrement nommé.

La délégation de pouvoir n'est valable que pour la session pour laquelle elle a été donnée ; aucun membre ne peut détenir plus d'une délégation à la fois.

-

Article 15 : Nul membre d'un conseil de gestion au titre de l'Etat ne peut être membre à la fois de plus de deux (2) conseils de Fonds Nationaux de financement.

-

Article 16 : Le Conseil de Gestion veille au fonctionnement et à la bonne gestion du Fonds. A cet

effet, il examine et adopte :

- les programmes et rapports d'activités ;
- les états prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- les états financiers annuels ;
- les conditions d'emploi du personnel ;
- les conditions d'éligibilité au financement du fonds ;
- les demandes de financement dépassant le seuil délégué au Directeur.

Article 17 : Le Conseil de Gestion se réunit deux (02) fois par an en session ordinaire pour approuver les états financiers annuels de l'exercice écoulé et pour adopter le budget et le programme d'activités de l'exercice à venir.

Il se réunit en session extraordinaire, soit sur convocation de son président, soit à la demande du tiers de ses membres chaque fois que l'intérêt du Fonds l'exige.

Dans toutes ses réunions, le Conseil de gestion ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents ou dûment représentés.

Les décisions du Conseil de Gestion sont prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage égal des voix.

Article 18 : Le Conseil de Gestion peut proposer au Conseil des Ministres, par le biais du Ministre de tutelle technique, le remplacement de tout responsable du Fonds si celui-ci est défaillant ou s'il a commis une faute grave de gestion.

Article 19 : Les délibérations du Conseil de Gestion sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président de séance et le Directeur qui assure le secrétariat.

-

Article 20 : Le Conseil de Gestion est responsable devant le Conseil des Ministres. Ses membres peuvent être remplacés pour juste motif, notamment pour :

- non tenue des sessions annuelles obligatoires ;
- adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour les finances du Fonds ou contraires aux intérêts de celui-ci.

Article 21 : Le président du Conseil de Gestion est démis de ses fonctions et dessaisi de son mandat de membre en cas de non tenue des sessions ordinaires de l'année à moins qu'il n'établisse la preuve de sa diligence.

-
Article 22 : Assiste aux réunions du Conseil de Gestion en qualité d'observateur un représentant du service de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique chargé du suivi des fonds nationaux de financement.

Article 23 : Les membres du Conseil de Gestion sont rémunérés par des indemnités de fonction dont le montant est fixé par arrêté conjoint des ministres de tutelle.

Article 24 : Il est formellement interdit aux membres du Conseil de Gestion de se recommander ou de recommander des tiers sous quelque forme que ce soit auprès du Fonds.

Article 25 : Il est créé au sein du Conseil de Gestion un comité de prêt composé du président du Conseil de gestion, de deux(2) autres membres du Conseil et du Directeur du Fonds. Le Comité de prêt est chargé de l'examen et de l'approbation des dossiers crédit soumis au financement du Fonds dont le montant supérieur au seuil délégué au Directeur.

Il rend compte au Conseil de gestion lors de sa plus proche session.

Article 26 : Le seuil délégué au Directeur du FAPE est fixé par le Conseil de Gestion

Article 27 : Les décisions du Comité de prêt sont prises à la majorité des voix. **En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.**

Article 28 : Dans toutes ses réunions, le Comité de prêt ne peut valablement délibérer que si les trois quarts (3/4) de ses membres sont présents.

Article 29 : Le chargé d'études des dossiers de crédit assiste aux réunions du Comité de prêt avec voix consultative.

Article 30 : Les membres du Comité de prêt sont rémunérés par des jetons de présence dont le montant est fixé par le Conseil de Gestion

Article 31 : Les conditions et limites des concours du FAPE sont fixées par arrêté conjoint des ministres de tutelle.

Section 2 : De la Direction

-

Article 32 : Le FAPE est dirigé par une personne physique dénommée « Directeur ». Il est nommé par un Décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre de tutelle technique.

Article 33 : Le Directeur détient les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom du Conseil de Gestion. A ce titre :

- il est ordonnateur principal du budget du Fonds ;
- il assume en dernier ressort la responsabilité de la direction technique, administrative et financière du Fonds qu'il représente dans les actes de la vie civile, notamment à l'égard des tiers et de la clientèle ;
- il prépare les délibérations du Conseil et en exécute les décisions. Il prend à cet effet toutes initiatives et, dans la limite de ses attributions, toutes décisions.

Toutefois, le Conseil de Gestion ne peut pas lui déléguer ses compétences dans les matières suivantes :

- examen et approbation du projet de budget, des conditions d'émission des emprunts et des états financiers ;
- acquisitions, transfert et aliénation du patrimoine immobilier du Fonds.

Article 34 : En tant qu'ordonnateur principal, le Directeur peut déléguer sous sa

responsabilité tout ou partie de ses pouvoirs. Toutefois, la délégation ne peut en aucun cas être confiée au responsable financier.

Article 35 : Le Directeur nomme aux emplois les agents du Fonds, gère le personnel et assure la discipline dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Article 36 : Le Directeur assiste à toutes les séances de travail du Conseil de Gestion avec voix consultative et en assure le secrétariat.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 37 : Le FAPE ne peut se livrer, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, à des activités commerciales, industrielles, agricoles ou de service, sauf dans la mesure où ces opérations

sont nécessaires ou accessoires à l'exercice des activités entrant dans ses domaines d'interventions ou nécessaire au recouvrement de ses créances.

Article 38 : Le FAPE peut accorder directement ou indirectement des crédits aux personnes qui participent à son administration, sa gestion, son fonctionnement ou son contrôle, pour un montant global n'excédant pas un pourcentage de ses fonds propres effectifs qui sera arrêté par une décision du conseil de gestion.

La même limitation s'applique aux crédits consentis aux entreprises dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance.

Quel qu'en soit le montant, tout prêt ou caution consenti par le FAPE aux personnes participant à son administration, sa gestion, son fonctionnement, son contrôle ou aux entreprises dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration, de gérance, devra être approuvé à l'unanimité par le Conseil de Gestion.

Article 39 : A la fin de chaque période d'exécution du budget, il est établi des états financiers annuels en cinq (05) exemplaires destinés au ministre de tutelle financière.

Article 40 : Les états financiers annuels accompagnés du rapport d'activités, sont soumis par le directeur du Fonds au Conseil de Gestion dans les six (06) mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Article 41 : Les états financiers examinés par le Conseil de Gestion sont soumis au ministre chargé des finances pour avis et transmission à la Cour des Comptes dans les neuf (09) mois suivant la clôture de l'exercice.

CHAPITRE VI : CONTROLES ET SANCTIONS

Article 42 : Le FAPE est soumis au contrôle et à l'inspection des différents corps de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

- l'Inspection générale d'Etat ;
- l'Inspection générale des Finances ;
- l'Inspection générale du Trésor ;
- les structures de suivi et de contrôle des institutions de microfinance de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- les corps de contrôle des départements ministériels.

Article 43 : Le FAPE peut au besoin se doter d'un service de contrôle interne chargé notamment :

- de comparer périodiquement les résultats avec les prévisions ;
- d'interpréter les écarts et de prendre les mesures correctives nécessaires ;
- de contrôler le respect des procédures comptables et administratives.

Article 44 : Les états financiers annuels du FAPE sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes nommé conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

-

Article 45 : Le commissaire aux comptes est nommé par le Conseil de Gestion pour un mandat de trois (03) exercices sociaux renouvelable. Il perçoit des honoraires dont le montant est fixé par le Conseil de Gestion.

Article 46 : Toute infraction aux dispositions du présent décret est passible de sanctions disciplinaires telles que définies par la loi portant réglementation des Fonds Nationaux de financement.

CHAPITRE VII: PERSONNEL DU FAPE

Article 47 : Le personnel du Fonds comprend :

- les agents contractuels recrutés par le Fonds et gérés selon les dispositions du code du travail ;
- et les agents de l'Etat détachés auprès du Fonds.